

EIFFAGE

S.A. au capital de 360 000 000 euros

SIEGE SOCIAL : 163 Quai du Docteur-Dervaux 92601 Asnières-sur-Seine Cedex

R.C.S. : Nanterre B 709 802 094

Rapport financier semestriel

Semestre clos le 30 juin 2009

(L 451-1-2 III du Code monétaire et financier

Article 222-4 et suivants du RG de l'AMF)

Le présent rapport financier semestriel porte sur le semestre clos le 30 juin 2009 et est établi conformément aux dispositions des articles L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier et 222-4 et suivants du Règlement Général de l'AMF.

Il a été diffusé conformément aux dispositions de l'article 221-3 du règlement général de l'AMF. Il est notamment disponible sur le site de la société : www.eiffage.com

Sommaire

- I. Attestation du responsable
- II. Rapport semestriel d'activité
- III. Comptes résumés du semestre écoulé présenté sous forme consolidée
- IV. Rapport des commissaires aux comptes

I. Attestation du responsable

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 31 août 2009

Jean-François ROVERATO

Président-Directeur Général

II. Rapport semestriel d'activité

ACTIVITE

Les effets du ralentissement généralisé de l'économie, déjà sensible à partir de l'été 2008, se sont accentués au premier semestre 2009 avec un chiffre d'affaires du Groupe en retrait de 0,2 % sur la même période un an auparavant, à 6,5 milliards d'euros et de 6 % à périmètre comparable.

L'Energie fait exception (+ 26,6 % à structure réelle et - 4,4 % à périmètre constant), grâce à l'intégration de CLEMESSY et CRYSTAL et à la bonne tenue de FORCLUM en France (+ 4,8 %), tandis que le chiffre d'affaires s'est replié fortement en Espagne.

Le Métal progresse légèrement en France et maintient son activité en Europe (en global, + 1,1 %).

Les autres branches voient leur activité décliner :

- ✓ Modérément en France et au Benelux pour la Construction, mais surtout en Europe de l'Est (au global, une baisse de 5,5 % à structure réelle et de 4,6 % à périmètre et change constants) ;
- ✓ Nettement pour les Travaux Publics (- 11,5 % à structure réelle, - 10,4 % à périmètre constant) sous les effets conjugués des conditions climatiques de l'hiver et du désengagement partiel du Portugal ;
- ✓ De 1,6 % pour les Concessions, du fait d'un trafic poids lourds faible, tempéré par un printemps et un début d'été plus favorables pour les véhicules légers.

CHIFFRE D'AFFAIRES DU 1^{er} SEMESTRE 2009

Millions d'euros	1 ^{er} semestre 2008	1 ^{er} semestre 2009	Variation
CONSTRUCTION	2 056	1 942	- 5,5 %
dont immobilier	313	298	
TRAVAUX PUBLICS	1 941	1 718	- 11,5 %
ENERGIE	1 258	1 592	+ 26,6 %
METAL	351	355	+ 1,1 %
TOTAL TRAVAUX	5 606	5 607	0 %
CONCESSIONS (hors IFRIC 12)	916	901	- 1,6 %
TOTAL GROUPE (hors IFRIC 12)	6 522	6 508	- 0,2 %
Dont			
* France	5 236	5 520	+ 5,4 %
* Europe	1 211	928	- 23,4 %
* Monde	75	60	- 20,0 %
Chiffre d'affaires "Construction" des Concessions (IFRIC 12)	146	120	n.s.

RESULTATS

Le résultat opérationnel courant, en baisse de 9,6 %, à 423 M€, reflète le durcissement des conditions économiques rencontrées, particulièrement dans les travaux dont la marge recule de 2,7 %, à 2,3 %. Il est utile de rappeler la saisonnalité et la dépendance des activités du Groupe aux conditions climatiques, particulièrement cette année, où celles-ci ont été rigoureuses, confortant le caractère peu significatif des résultats du premier semestre.

La contribution des Concessions se contracte à 318 M€, la marge d'EBITDA d'APRR se repliant à 67,7 %. La maîtrise des charges d'exploitation et la reprise constatée du trafic véhicules légers depuis un trimestre laissent espérer une bonne tenue de cette marge sur l'ensemble de l'année.

PERSPECTIVES 2009

Le carnet de commandes a encore progressé en un an, à 10,3 milliards d'euros, soit toujours 11 mois d'activité.

Depuis l'acquisition, fin décembre 2008, de CLEMESSY et CRYSTAL, le Groupe réserve ses moyens financiers aux projets de PPP et concessions, et participe activement aux consultations en cours, tant en France (lignes ferroviaires à grande vitesse, autoroutes, canaux, bâtiments publics divers), qu'en Belgique (autoroutes, prisons, écoles) et en Allemagne où il vient d'être attributaire d'un PPP routier représentant un investissement de 126 M€ sur 24 ans, mais aussi au Sénégal avec la réalisation de l'autoroute Dakar-Diamniadio, concession d'un montant de 207 M€.

Parmi les projets en cours, la Ligne à Grande Vitesse Perpignan-Figueras a été livrée dans les délais, le 17 février 2009, et un accord a été trouvé avec les concédants pour tenir compte des conséquences du retard du raccordement au Sud. Trois des quatre prisons réalisées sous forme de PPP ont été livrées dans les temps, ou en avance, et la quatrième, à Béziers, l'a été quatre mois avant la date prévue, le 22 juillet de cette année. Les autres projets, tels l'autoroute A65, les hôpitaux d'Evry-Corbeil, Rennes, Saint-Nazaire, Annemasse sont en pleine activité, alors que les chantiers du siège de la Gendarmerie Nationale à Issy-les-Moulineaux et du Grand Stade de Lille démarrent conformément à leur planning.

L'impact de la crise dans le secteur industriel, important client de CLEMESSY, FORCLUM et EIFFEL notamment, et la persistance de conditions difficiles en Espagne et en Europe Centrale conduisent, malgré la qualité du carnet de commandes, à revoir à la baisse la prévision du chiffre d'affaires pour l'année 2009 à 13,4 milliards d'euros, contre 13,7 milliards anticipés en février 2009, soit une légère croissance de 1,3 % sur l'année. Cet ajustement anticipe un redressement de la tendance sur le deuxième semestre dans les Travaux Publics et les Concessions.

SITUATION FINANCIERE

Le maintien d'un haut niveau d'investissement dans les PPP et les Concessions, la progression du rachat d'actions propres autorisé par l'Assemblée Générale depuis 2008 et décidé par le Conseil qui a suivi, la dégradation saisonnière du besoin en fonds de roulement au premier semestre, fortement accentuée cette année par l'accélération du règlement des fournisseurs et sous-traitants selon les dispositions de la loi LME, ont entraîné une diminution plus importante qu'habituellement de la trésorerie nette du holding et des branches travaux qui reste cependant positive de 82 millions d'euros alors que l'endettement des Concessions reste stable à 12,7 milliards d'euros.

Sur cette dette, 12,3 milliards d'euros sont sans recours sur EIFFAGE et 371 millions d'euros sont avec recours.

Même à son étiage saisonnier, la liquidité du Groupe est toujours importante avec une trésorerie disponible de 438 M€ et des lignes non tirées représentant plus de 700 M€.

APRR a, pour la première fois en juin, levé 500 M€ de dette obligataire à échéance 2015, qui lui assurent plus de 12 mois de liquidité. Les autres Concessions et les PPP sont financés par des dettes bancaires à long ou très long terme.

EIFFAGE dispose donc des moyens nécessaires pour financer sa stratégie de développement dans les Concessions et PPP en France et en Europe, en profitant des opportunités offertes par les plans de relance en cours.

Chiffres consolidés en millions d'euros	1 ^{er} semestre 2008	1 ^{er} semestre 2009	Variation
Chiffre d'affaires (hors IFRIC 12)	6 522	6 508	- 0,2 %
Résultat opérationnel courant *	468	423	- 9,6 %
Résultat net part du Groupe *	140 **	50	n.s.

* les chiffres 2008 sont retraités selon l'interprétation IFRIC 12 relative aux Concessions et PPP que le Groupe a décidé d'appliquer par anticipation en janvier 2009

** dont 21 M€ de plus-value nette d'impôt de cession des immeubles d'exploitation

PRINCIPAUX RISQUES – TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

Les facteurs de risques auxquels le Groupe est soumis sont exposés aux pages 102 et 103 du document de référence de la société enregistré sous le n° D.09.0189. Il n'y a pas, à la date du présent rapport financier, de modification ou d'incertitude relative à ces risques, susceptible d'avoir un impact significatif sur l'activité et les résultats du 2^e semestre 2009. L'appréciation de l'exposition du Groupe à des covenants financiers est détaillée dans la note 10 de l'annexe aux comptes au 30 juin 2009 ci-après.

Les transactions entre parties liées sont exposées à la note 15 de l'annexe.

III. Comptes résumés du semestre écoulé présentés sous forme consolidée

Bilan consolidé au 30 juin 2009

En millions d'euros

Actif	30 juin 2009	31 décembre 2008 (*)	1^{er} janvier 2008 (*)
Actif non courant			
Immobilisations corporelles	1 360	1 386	1 178
Immeubles de placement	10	11	11
Immobilisations incorporelles du domaine concédé	12 883	12 837	12 804
Goodwill	2 806	2 793	2 425
Autres immobilisations incorporelles	34	27	23
Participations dans les entreprises associées	125	138	88
Actifs financiers opérationnels non courants	540	404	163
Autres actifs financiers	205	201	378
Impôts différés	486	448	204
Total actif non courant	18 449	18 245	17 274
Actif courant			
Stocks	412	444	503
Clients et autres débiteurs	3 909	4 049	3 933
Impôts courants	38	73	11
Actifs financiers opérationnels courants	5	4	-
Autres actifs	1 316	1 291	1 318
Actifs détenus en vue de la vente	-	-	70
Trésorerie et équivalents de trésorerie	831	1 786	1 930
Total de actif	24 960	25 892	25 039
Capitaux propres et passif	30 juin 2009	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Capitaux propres			
Capital	360	366	373
Réserves consolidées	2 197	2 071	1 313
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-108	-98	115
Résultat de l'exercice	50	293	993
Capitaux propres part du Groupe	2 499	2 632	2 794
Intérêts minoritaires	447	439	660
Total des capitaux propres	2 946	3 071	3 454
Passif non courant			
Emprunts	12 362	12 473	11 627
Impôts différés	1 706	1 748	1 774
Provisions non courantes	491	470	425
Autres Passifs non courants	36	39	43
Passif courant			
Fournisseurs et autres créanciers	2 775	3 140	3 041
Emprunts et dettes financières diverses	273	269	272
Partie à moins d'un an des emprunts non courants	822	805	763
Dettes d'impôt sur le résultat	77	53	89
Provisions courantes	520	535	512
Autres passifs	2 952	3 289	3 037
Passifs détenus en vue de la vente	-	-	2
Total des capitaux propres et passif	24 960	25 892	25 039

(*) Chiffres retraités conformément au changement de méthode décrit en note 3 des principes comptables.

Compte de résultat consolidé au 30 juin 2009
En millions d'euros

	30 juin 2009	30 juin 2008 (*)
Produit des activités opérationnelles	6 720	6 781
Autres produits de l'activité	2	2
Achats consommés	-1 366	-1 460
Charges de personnel	-1 755	-1 595
Charges externes	-2 598	-2 673
Impôts et taxes	-179	-173
Dotations aux amortissements	-391	-375
Dotation aux provisions (nettes de reprises)	-19	-24
Variation des stocks de produits en-cours et de produits finis	-24	-12
Autres produits et charges d'exploitation	33	-3
Résultat opérationnel courant	423	468
Autres produits et charges opérationnels	-60	16
Résultat opérationnel	363	484
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	23	56
Coût de l'endettement financier brut	-264	-297
Coût de l'endettement financier net	-241	-241
Autres produits et charges financiers	-8	-6
Quote-part du résultat des entreprises associées	-3	2
Impôt sur le résultat	-39	-75
Résultat net	72	164
- part du Groupe	50	140
- intérêts minoritaires	22	24
Résultat revenant aux actionnaires de la société, en euros, par action		
Résultat de base par action (part du Groupe)	0,57	1,51
Résultat dilué par action (part du Groupe)	0,56	1,50

(*) Chiffres retraités conformément au changement de méthode décrit en note 3 des principes comptables.

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres au 30 juin 2009

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2009	30 juin 2008
Résultat net	72	164
Ecart de conversion	-3	18
Réévaluations des instruments dérivés de couverture	-47	90
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises associées	-4	5
Impôts	16	-31
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-38	82
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	34	246
- part du Groupe	37	196
- Intérêts minoritaires	-3	50

Variation des capitaux propres consolidés au 30 juin 2009

	Capital	Primes	Réserves	Ecart de conversion	Instruments financiers	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total des Capitaux propres
Capitaux propres au 01/01/2008	373	278	2 028	29	86	2 794	660	3 454
Actions propres	-	-	-3	-	-	-3	-	-3
Paievements en actions (IFRS 2)	-	-	5	-	-	5	-	5
Distribution	-	-	-111	-	-	-111	-119	-230
Résultat net de la période	-	-	140	-	-	140	25	165
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	18	37	55	26	81
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	140	18	37	195	51	246
Variation de périmètre	-	-	-	-	-1	-1	56	55
Capitaux propres au 30/06/2008	373	278	2 059	47	122	2 879	648	3 527

(1) dont mis en paiement sur le second semestre -111

	Capital	Primes	Réserves	Ecart de conversion	Instrument s financiers	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total des Capitaux propres
Capitaux propres au 01/01/2009	366	278	2 086	12	-110	2 632	439	3 071
Augmentation / Diminution de capital	-6	-42	-5	-	-	-53	16	-37
Actions propres	-	-	-15	-	-	-15	-	-15
Paievements en actions (IFRS 2)	-	-	2	-	-	2	-	2
Distribution	-	-	-105	-	-	-105	-5	-110
Résultat net de la période	-	-	50	-	-	50	22	72
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-3	-10	-13	-25	-38
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	50	-3	-10	37	-3	34
Variation de périmètre et reclassement	-	-	-2	-	3	1	-	1
Capitaux propres au 30/06/2009	360	236	2 011	9	-117	2 499	447	2 946

Tableau des flux de trésorerie consolidé au 30 juin 2009
En millions d'euros

	Semestre clos	
	Juin 2009	Juin 2008 (*)
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</i>	1 723	1 843
Incidence des variations de cours des devises	-2	4
Trésorerie d'ouverture corrigée	1 721	1 847
- Résultat net	72	165
- Incidence nette des sociétés mises en équivalence	8	3
- Dotation nette aux amortissements et provisions	378	352
- Paiement en actions et autres retraitements sans effet sur la trésorerie	-22	-36
- Résultat sur cessions	-10	-40
Autofinancement	426	444
- Charge nette d'intérêts	250	274
- Intérêts versés	-310	-312
- Charge d'impôt sur le résultat	39	76
- Impôt sur le résultat payé	-41	-185
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-541	-271
Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (I)	-177	26
- Immobilisations incorporelles	-9	-2
- Immobilisations incorporelles du domaine concédé	-320	-288
- Immobilisations corporelles	-107	-122
- Immobilisations financières	-169	-281
Total des acquisitions d'immobilisations	-605	-693
Cessions d'immobilisations	16	120
Trésorerie des entités acquises / cédées	3	17
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement (II)	-586	-556
Dividendes versés aux actionnaires	-111	-119
Augmentation de capital	16	-
Rachats et reventes d'actions propres	-68	-3
Remboursement d'emprunts	-960	-227
Emission d'emprunts	850	546
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement (III)	-273	197
<i>Variation de trésorerie (I + II + III)</i>	-1 036	-333
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	685	1 514

(*) Chiffres retraités conformément au changement de méthode décrit en note 3 des principes comptables.

L'application du changement de méthode sur juin 2008 a pour effet principal, le reclassement de 116 millions d'euros d'investissements de la ligne Immobilisations du domaine concédé vers les Immobilisations financières. Elle n'a aucun effet sur les différentes natures des flux de trésorerie.

Les principales variations observées sur le Tableau des Flux de Trésorerie, concernent les investissements dans les immobilisations incorporelles du domaine concédé et dans les actifs financiers opérationnels : respectivement 320 millions d'euros et 137 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009 contre respectivement 288 millions d'euros et 116 millions d'euros au 1^{er} semestre 2008.

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2009

(Sauf indication contraire tous les chiffres cités sont exprimés en millions d'euros)

1. Informations générales

Le groupe Eiffage est domicilié au 163, quai du Docteur Dervaux, Asnières sur Seine, France.
Ses actions sont cotées sur Euronext Paris.

Les états financiers consolidés intermédiaires pour les six mois écoulés au 30 juin 2009 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 31 août 2009.

Les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2008 sont disponibles sur demande au Siège Social. Ils sont également disponibles sur l'adresse web www.eiffage.fr.

Aucun fait significatif n'est à relater au titre du premier semestre 2009. Le résultat du semestre est cependant influencé par les éléments non récurrents détaillés en note 16.

Entre la date de clôture et le 31 août 2009, il n'y a pas d'évènement significatif à mentionner.

2. Principaux principes et méthodes comptables appliqués aux comptes intermédiaires résumés et normes utilisées

Les comptes intermédiaires résumés au 30 juin 2009 ont été établis en conformité avec la norme IAS 34 : Information financière intermédiaire. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos au 31 décembre 2008.

Le Groupe a appliqué les mêmes méthodes comptables que celles appliquées pour l'exercice 2008 à l'exception :

- du changement de méthodes comptables relatif aux Concessions de Service Publics induit par la mise en application anticipée de l'interprétation IFRIC 12 au 1^{er} janvier 2009. Les incidences de ce changement sont détaillées au paragraphe 3 ci-après ;
- de la présentation des états financiers conformément à la norme "IAS 1 révisée" applicable à compter du 1^{er} janvier 2009 ;
- de la norme IFRS 8 "Secteurs opérationnels". Cette norme requiert la présentation des informations sectorielles selon l'approche qu'en a la direction de l'Entité. Son application n'a pas entraîné, pour le Groupe, de changement par rapport aux secteurs d'activités définis antérieurement.

Les autres nouvelles normes ou amendements de normes, d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2009, n'ont pas d'impact sur les états financiers du Groupe au 30 juin 2009.

Le Groupe étudie actuellement les éventuels impacts sur ses comptes, des normes ou interprétations publiées au 30 juin 2009 dont la date d'application est postérieure à l'exercice en cours.

3. Contrats de Concession de Services Publics

3.1. Traitement comptable des contrats de Concession de Services Publics

L'interprétation IFRIC 12 a été adoptée par la Commission Européenne en mars 2009 pour une application obligatoire à compter de l'exercice 2010 avec possibilité d'application anticipée.

Eiffage a décidé d'appliquer cette interprétation à compter de l'exercice 2009.

Le champ d'application de cette interprétation couvre les accords de concessions de services publics si :

- le concédant contrôle ou réglemente les services à fournir par le concessionnaire, détermine à qui ils doivent être fournis et à quel tarif ;
- le concédant dispose d'un contrôle sur un quelconque intérêt résiduel significatif de l'infrastructure lorsque l'accord arrive à son terme.

Dans le cadre de ces accords, le concessionnaire réalise :

- d'une part une activité de construction et de financement d'ouvrages pour lesquels le chiffre d'affaires est reconnu à l'avancement selon les termes de la norme IAS 11,
- d'autre part une activité d'exploitation et d'entretien des ouvrages pour lesquels le chiffre d'affaires est reconnu conformément à l'IAS 18.

En échange de l'activité de construction, fournie au concédant, le concessionnaire reçoit :

- soit un actif incorporel représentatif du droit à facturer les utilisateurs du service public sans garantie du montant global à recevoir (cas par exemple des voies autoroutières concédées). Ce droit incorporel correspond à la valeur de la construction augmentée des frais financiers intercalaires reconnus pendant la période de construction. Il est amorti sur la durée de la concession selon un rythme qui reflète la consommation des avantages économiques attendus du droit incorporel concédé,
- soit un actif financier lorsque le concessionnaire a un droit inconditionnel à recevoir des montants de trésorerie. Ce droit est matérialisé par l'inscription à l'actif du bilan d'une créance financière évaluée en juste valeur de la trésorerie à recevoir.

Cette créance est par la suite comptabilisée au coût amorti et remboursée par la perception des loyers versés par le concédant. La rémunération de la créance financière est inscrite en produits des activités opérationnelles.

Certains contrats peuvent présenter des caractéristiques mixtes. Dans ce cas, seule la partie qui fait l'objet d'un droit inconditionnel à recevoir de la trésorerie est constatée en créance financière, le solde représentatif du droit à facturer les utilisateurs du service public étant constaté en actif incorporel.

Les immobilisations corporelles, non contrôlées par le concédant, nécessaires à l'exploitation de la concession, tels que les immeubles d'exploitation, le matériel de péage, les véhicules de service sont comptabilisés en immobilisations corporelles et amorties sur leur durée d'utilisation respective.

Les conséquences comptables de l'application de l'interprétation IFRIC 12 et les principaux impacts du changement de méthode sont présentés ci-après :

3.2. Conséquences comptables du changement de méthode

3.2.1. Conséquence sur le chiffre d'affaires :

La construction des ouvrages donne lieu à la constatation d'un chiffre d'affaires à l'avancement en échange de l'actif incorporel ou de l'actif financier reçu.

3.2.2. Conséquences propres au modèle de l'actif incorporel :

- constatation au passif du bilan de provisions pour maintien en état des ouvrages concédés, calculées selon les modalités de la norme IAS 37, c'est-à-dire à la valeur actuelle du prix futur des frais de maintenance et grosses réparations ;
- reclassement du poste "Immobilisations en concession" vers la ligne "Immobilisations incorporelles du domaine concédé" des droits d'exploitation des infrastructures concédées et vers la ligne "immobilisations corporelles" des biens utilisés pour l'exploitation de l'infrastructure, non contrôlés par le concédant.

3.2.3. Conséquences propres au modèle de la créance financière :

- reclassement du poste immobilisations en concession vers la ligne "Actifs financiers opérationnels" des créances financières (la partie à moins d'un an étant classée en "Actifs financiers opérationnels courants") ;
- constatation en produits opérationnels de la rémunération liée à la créance, calculée au taux d'intérêt effectif ;
- comptabilisation en frais financiers, durant la période de construction, du coût de financement de l'infrastructure.

3.3. Synthèse des impacts du changement de méthode suite à l'application de l'IFRIC 12

Bilan						
	1/01/2008			31/12/2008		
Actif	Publié	Impact IFRIC 12	Retraité	Publié	Impact IFRIC 12	Retraité
Actif non courant						
Immobilisations corporelles	965	213	1 178	1 165	221	1 386
Immeubles de placement	11	-	11	11	-	11
Immobilisations incorporelles du domaine concédé		12 804	12 804		12 837	12 837
Immobilisations en concession	13 240	-13 240	-	13 534	-13 534	-
Goodwill	2 425	-	2 425	2 793	-	2 793
Autres immobilisations incorporelles	23	-	23	27	-	27
Participations dans les entreprises associées	88	-	88	138	-	138
Actifs financiers opérationnels non courants	-	163	163	-	404	404
Autres actifs financiers	378	-	378	201	-	201
Impôts différés	204	-	204	448	-	448
Autres actifs non courants			-			-
Total actif non courant	17 334	-60	17 274	18 317	-72	18 245
Actif courant						
Stocks	503	-	503	444	-	444
Clients et autres débiteurs	3 933	-	3 933	4 049	-	4 049
Impôts courants	11	-	11	73	-	73
Actifs financiers opérationnels courants	-	-	-	-	4	4
Autres actifs	1 318	-	1 318	1 291	-	1 291
Actifs détenus en vue de la vente	70	-	70	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 930	-	1 930	1 786	-	1 786
Total de l'actif	25 099	-60	25 039	25 960	-68	25 892
Capitaux propres et passif						
Capitaux propres						
Capital	373	-	373	366	-	366
Réserves consolidées	1 392	-79	1 313	2 159	-88	2 071
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	115	-	115	-98	-	-98
Résultat de l'exercice	1 000	-7	993	301	-8	293
Capitaux propres part du Groupe	2 880	-86	2 794	2 728	-96	2 632
Intérêts minoritaires	786	-126	660	576	-137	439
Total des capitaux propres	3 666	-212	3 454	3 304	-233	3 071
Passif non courant						
Emprunts	11 627	-	11 627	12 473	-	12 473
Impôts différés	1 886	-112	1 774	1 871	-123	1 748
Provisions non courantes	192	233	425	211	259	470
Autres Passifs non courants	43	-	43	39	-	39
Passif courant						
Fournisseurs et autres créanciers	3 041	-	3 041	3 140	-	3 140
Emprunts et dettes financières diverses	272	-	272	269	-	269
Partie à moins d'un an des emprunts non courants	763	-	763	805	-	805
Dettes d'impôt sur le résultat	89	-	89	53	-	53
Provisions courantes	481	31	512	506	29	535
Autres passifs	3 037	-	3 037	3 289	-	3 289
Passifs détenus en vue de la vente	2	-	2	-	-	-
Total des capitaux propres et passif	25 099	-60	25 039	25 960	-68	25 892

Compte de résultat

	30/06/2008			31/12/2008		
	Publié	Impact IFRIC 12	Retraité	Publié	Impact IFRIC 12	Retraité
Produit des activités opérationnelles	6 611	170	6 781	13 293	380	13 673
Autres produits de l'activité	2	-	2	4	-	4
Achats consommés	-1 460		-1 460	-2 896	-	-2 896
Charges de personnel	-1 595	-	-1 595	-3 113	-	-3 113
Charges externes	-2 508	-165	-2 673	-5 012	-369	-5 381
Impôts et taxes	-173	-	-173	-353	-	-353
Dotations aux amortissements	-388	13	-375	-788	27	-761
Dotation aux provisions (nettes de reprises)	-2	-22	-24	11	-44	-33
Variation des stocks de produits en-cours et de produits finis	-12	-	-12	-75	-	-75
Autres produits et charges d'exploitation	-2	-1	-3	33	-2	31
Résultat opérationnel courant	473	-5	468	1 104	-8	1 096
Autres produits et charges opérationnels	16	-	16	-32	-	-32
Résultat opérationnel	489	-5	484	1 072	-8	1 064
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	56	-	56	103	2	105
Coût de l'endettement financier brut	-292	-5	-297	-571	-12	-583
Coût de l'endettement financier net	-236	-5	-241	-468	-10	-478
Autres produits et charges financiers	1	-7	-6	-57	-14	-71
Quote-part du résultat des entreprises associées	2	-	2	7	-	7
Impôt sur le résultat	-81	6	-75	-186	11	-175
Résultat net	175	-11	164	368	-21	347
- part du Groupe	144	-4	140	301	-8	293
- intérêts minoritaires	31	-7	24	67	-13	54

4. Estimations et jugements comptables significatifs

La préparation de comptes consolidés conformes aux normes IFRS nécessite la prise en compte par la Direction d'hypothèses et d'estimations qui affectent les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan, les passifs éventuels mentionnés dans l'annexe, ainsi que les charges et les produits du compte de résultat. Ces estimations et hypothèses sont effectuées sur la base d'une expérience passée et de divers autres facteurs dans le contexte actuel de forte dégradation de l'environnement économique et financier qui rend difficile l'appréhension des perspectives d'activité. Il est possible que les montants effectifs se révélant ultérieurement soient différents des estimations et des hypothèses retenues.

Elles concernent essentiellement :

- l'avancement des contrats de construction et l'évaluation du résultat à terminaison (clients à l'actif, autres dettes au passif, produits au compte de résultat) ;
- les provisions ;
- la valorisation des paiements en actions ;
- le calcul des avantages du personnel (taux d'actualisation, inflations, taux de progression des salaires) ;
- les calculs de perte de valeur : principales hypothèses retenues pour la détermination des valeurs recouvrables (modèle, taux d'actualisation, taux de croissance à l'infini) ;

En ce qui concerne les contrats de construction, les estimations et hypothèses relatives à leur avancement et à l'évaluation de leur résultat à terminaison sont revues régulièrement, contrat par contrat, sur le fondement des informations disponibles.

Les coûts engagés, ceux qui restent à supporter et les coûts éventuels de garanties sont analysés, et leur évaluation repose sur la meilleure estimation des dépenses nécessaires pour remplir les obligations contractuelles du Groupe.

Les hypothèses retenues tiennent compte des contraintes techniques et contractuelles propres à chaque contrat.

5. Information sectorielle

Conformément à la norme IFRS 8, l'information sectorielle suit l'organisation interne du Groupe telle que présentée à la Direction Générale et décomposée selon les différents métiers exercés à savoir :

Construction : conception et construction de bâtiments, promotion immobilière et entretien de construction,

Travaux Publics : Génie Civil, construction routière et entretien d'infrastructures et de production de matériaux,

Energie : Travaux électriques, climatisation,

Métal : Construction métallique, services à l'industrie,

Concession et Gestion de Services Publics : Construction et gestion d'ouvrage dans le cadre de contrat de concession et de Partenariats Publics Privés,

Holding : Gestion des participations et services aux sociétés du Groupe.

Par secteurs d'activités :

1^{er} semestre 2009

	Construction	Travaux Publics	Energie	Métal	Concessions et gestion de services publics	Holding	Eliminations	Total
Compte de résultat								
Produit des activités opérationnelles	2 018	1 741	1 552	337	1 067	5	-	6 720
Ventes inter groupe	19	24	48	9	-	46	-146	-
Total	2 037	1 765	1 600	346	1 067	51	-146	6 720
Résultat opérationnel courant	81	-	37	9	318	-22	-	423
Résultat opérationnel	63	-22	25	6	314	-23	-	363

1^{er} semestre 2008 (*)

	Construction	Travaux Publics	Energie	Métal	Concessions et gestion de services publics	Holding	Eliminations	Total
Compte de résultat								
Produit des activités opérationnelles	2 131	1 951	1 250	355	1 087	7	-	6 781
Ventes inter groupe	13	18	33	9	-	37	-110	-
Total	2 144	1 969	1 283	364	1 087	44	-110	6 781
Résultat opérationnel courant	81	21	38	10	340	-22	-	468
Résultat opérationnel	73	20	37	9	339	6	-	484

(*) retraité des éléments liés à l'application de l'interprétation IFRIC 12 et de reclassements intersecteurs.

Par zones géographiques :

	1^{er} semestre 2009		1^{er} semestre 2008 (*)	
	France	Autres pays	France	Autres pays
Production de l'exercice	5 784	936	5 565	1 216

(*) retraité des éléments liés à l'application de l'interprétation IFRIC 12.

6. Evolution du périmètre de consolidation

Les évolutions de périmètre dans les branches Energie, Travaux Publics et Construction, ont les incidences suivantes sur les postes du bilan :

Actifs non courants	2 millions d'euros
Actifs courants	13 millions d'euros
Passifs non courants	1 millions d'euros
Passifs courants	11 millions d'euros

En terme de compte de résultat, les incidences totales s'élèvent respectivement en chiffre d'affaires à 366 millions d'euros, en résultat opérationnel à 16 millions d'euros et en résultat net à 14 millions d'euros (*).

L'incidence nette en trésorerie des évolutions de périmètre s'élève à 22 millions d'euros après prise en compte de 3 millions d'euros de trésorerie nette reçue.

(*) Ces chiffres incluent les montants relatifs à l'exploitation au cours du 1er semestre 2009 de sociétés intégrées en cours d'année 2008 (notamment les groupes Clemessy et Crystal) et prennent en compte les sorties intervenues sur le deuxième semestre 2008 (groupe TGA).

7. Variation des participations dans les entreprises associées

Au 1 ^{er} Janvier 2009	138
Résultat de la période	-3
Dividendes distribués	-8
Augmentations de capital	2
Variation de juste valeur des instruments financiers	-4
Au 30 Juin 2009	125

8. Impôts différés

	30 Juin 2009	31 Décembre 2008
Impôts différés actifs	486	447
Impôts différés passif	1 706	1 748
Position nette passive	1 220	1 301

9. Capital Social

Le capital social est composé de 90 000 000 actions entièrement libérées, toutes de même catégorie, de 4 euros de valeur nominale chacune.

	Nombre d'actions total	Dont actions auto-détenues	Nombre d'actions en circulation
Au 1 ^{er} janvier 2008	93 183 342	531 158	92 652 184
Achat/Vente – attribution d'actions autodétenues	-	-95 069	95 069
Au 30 juin 2008	93 183 342	436 089	92 747 253
Au cours du 1 ^{er} semestre 2008, le Groupe a exercé 1 251 000 options d'achat de titres Eiffage et a procédé à la vente ou à l'attribution de 1 346 069 actions Eiffage dans le cadre des plans d'options et d'actions gratuites.			
Au 1 ^{er} janvier 2009	91 583 342	2 544 473	89 038 869
Achat - vente – attribution – annulation d'actions autodétenues	-1 583 342	216 891	-1 800 233
Au 30 juin 2009	90 000 000	2 761 364	87 238 636

Au cours du 1^{er} semestre 2009, au titre des plans d'options et d'actions gratuites, le Groupe a procédé à la vente ou à l'attribution de 129 502 titres Eiffage.

Dans le cadre de l'autorisation donnée au conseil d'administration d'annuler des actions autodétenues, le Groupe a acquis 1 929 735 titres Eiffage au cours de la période.

Sur décision du conseil d'administration du 26 février 2009, 1 583 342 titres Eiffage ont été annulés.

10. Echancier des actifs et passifs financiers

	A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans	Total au 30/06/2009
Actif financiers : trésorerie et équivalents de trésorerie				
Valeurs mobilières de placement	297	-	-	297
Disponibilités	534	-	-	534
Sous-total actifs financiers	831	-	-	831
Emprunts non courants	-	6 888	5 474	12 362
Partie à moins d'un an des emprunts non courants	822	-	-	822
Emprunts courants et dettes financières diverses	273	-	-	273
Sous-total passifs financiers	1 095	6 888	5 474	13 457
Position passive nette	-264	-6 888	-5 474	-12 626

L'endettement lié au groupe Eiffarie/APRR, au groupe VP1 (holding de contrôle du Viaduc de Millau), à A'liénor et à Optimep 4 est sans recours sur Eiffage pour un montant de 12 337 millions d'euros. Cet endettement de long terme très majoritairement à taux fixe ou indexé sur l'inflation, est remboursable jusqu'en 2051 pour le Viaduc de Millau.

Pour Eiffarie / APRR, il est prévu un refinancement au fil de l'eau au travers de différentes sources de financement dont le recours à des émissions obligataires, à des emprunts bancaires ou l'utilisation d'une ligne de liquidité existante. Ainsi, au cours du 1^{er} semestre 2009, APRR a émis un emprunt obligataire de 500 millions d'euros échéance Janvier 2015 dans le cadre de son programme EMTN d'une enveloppe de 6 milliards d'euros mis en place en 2007 (un placement privé de 200 millions d'euros avait déjà été réalisé dans ce cadre au second semestre 2008). Aucun nouveau financement bancaire n'a en revanche été mis en place au 1^{er} semestre 2009. S'agissant enfin de la ligne de liquidités revolving mise en place en 2006 d'une durée de 7 ans et d'un montant de 1 800 millions d'euros dont dispose APRR, l'encours tiré qui s'élevait à 1 295 millions d'euros au 31 décembre 2008 a été ramené à 885 millions d'euros au 30 juin 2009 suite à un remboursement partiel de 410 millions d'euros opéré sur le premier semestre 2009.

Dans le cadre de la Convention de Crédit Senior signée par Eiffarie pour l'acquisition du groupe APRR, la société s'est engagée à respecter un certain nombre de ratios financiers au niveau de l'ensemble Eiffarie consolidé, définis contractuellement :

- *Ratio de couverture de la dette* (faisant appel à des termes répondant à des définitions contractuelles spécifiques) inférieur ou égal à 10,12 au 30.06.2009 ;
- *Ratio de couverture du service de la dette* (faisant appel à des termes répondant à des définitions contractuelles spécifiques) supérieur ou égal à 1,10 sur la durée du prêt.

Ces deux ratios s'établissent respectivement à 9,30 et 1,81 au 30.06.2009.

Eiffarie, vis-à-vis des prêteurs de cette même convention de crédit, et APRR vis-à-vis de la Caisse Nationale des Autoroutes, de la BEI et des prêteurs de ses crédits syndiqués, se sont par ailleurs engagés au respect par le groupe APRR des deux ratios suivants :

- *Dette nette / EBITDA* doit rester inférieur à 7;
- *EBITDA / charges financières nettes* doit rester supérieur à 2,2.

Au 30 juin 2009, ces deux ratios s'établissent respectivement à 5,6 et à 3,2.

VP2, société mère de la Compagnie Eiffage du Viaduc de Millau, s'est engagée vis-à-vis des prêteurs dans le cadre des financements mis en place en juillet 2007 pour un montant total de 573 millions d'euros, au respect d'un certain nombre de ratios calculés périodiquement les 25 mai et 25 novembre de chaque année par référence à un modèle financier et répondant à des définitions contractuelles spécifiques :

- *Ratio de couverture annuelle du service de la dette*, au titre de l'année précédant la date de calcul et de chacune des cinq années suivantes, supérieur ou égal à 1,05.
- *Ratio de couverture de la dette*, calculé sur la durée des prêts, supérieur ou égal à 1,15.
- *Ratio de couverture de la dette*, calculé sur la durée de la concession, supérieur ou égal à 1,25.

Lors du dernier calcul réalisé au titre du 1^{er} semestre 2009, VP2 a satisfait à l'ensemble des ratios.

Le programme de titrisation de créances commerciales d'un montant maximum de 400 millions d'euros n'est pas utilisé au 30 juin 2009 ; la disponibilité de cette ligne n'est pas subordonnée au respect de ratios financiers.

11. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les éléments constitutifs de la trésorerie sont les suivants :

	Jun 2009	Jun 2008
A l'actif		
Les valeurs mobilières de placement	297	941
Les disponibilités	534	668
	831	1 609
Dépôts liés à la Titrisation	-7	-9
A	824	1600
Au passif		
Les soldes créditeurs de banque	B 138	86
Trésorerie à la clôture	A-B 686	1 514

12. Variation des emprunts

	Au début de l'exercice	Modification de périmètre	Variation de change	Autres mouvements	Augmentations	Diminutions	À la fin de l'exercice
Emprunts non courants et partie à moins d'un an des emprunts non courants (1)	13 278	-1	-	33	878	-1 004	13 184
Découverts bancaires	53	-	-	-1	86	-	138
Autres emprunts et dettes financières diverses	216	-	-	-21	-	-60	135
Emprunts et dettes financières diverses	269		-	-22	86	-60	273

(1) Incidence dans la variation des emprunts des retraitements de locations-financement (Norme IAS 17)

Augmentations	Diminutions
28	-44

13. Provisions pour risques et charges

	Au début de l'exercice	Variations de périmètre et change	Dotations	Reprises de provisions utilisées	Reprises de provisions non utilisées	Autres mouvements	A la fin de la période
Provision pour maintien en état des ouvrages concedés	259	-	14	-	-	15	288
Provisions pour Indemnités de Fin de Carrière	187	-	8	-16	-	-	179
Provisions pour médailles du travail	23	-	1	-	-	-	24
Autres provisions non courantes	1	-	-	-1	-	-	-
Provisions non courantes	470	-	23	-17	-	15	491
Provisions pour pertes à terminaison	33	-	19	-17	-	-	35
Provisions pour restructurations	19	-	4	-10	-	-	13
Provisions pour risques immobiliers	15	-	1	-1	-	-	15
Provisions pour garanties données	89	-	13	-8	-	-	94
Provisions pour litiges et pénalités	83	2	11	-8	-2	-	86
Provisions pour Indemnités de Fin de Carrière	9	-	-	-	-	-	9
Provisions pour médailles du travail	3	-	-	-	-	-	3
Provisions pour autres passifs	284	-3	36	-23	-1	-28	265
Provisions courantes	535	-1	84	-67	-3	-28	520

Chacune des lignes de provisions courantes indiquées ci-avant est l'addition d'un certain nombre de litiges liés essentiellement aux contrats de construction qui, pris individuellement, sont de montants non significatifs.

L'échéance de ces provisions, liées au cycle d'exploitation, est généralement inférieure à un an. Aucun montant en remboursement n'est attendu.

14. Instruments de couverture

Le Groupe utilise des instruments de couverture de taux d'intérêts avec pour objectif de réduire l'exposition des emprunts, contractés à taux variable, à une variation des taux d'intérêts.

Ces instruments font l'objet d'une documentation justifiant la relation de couverture et son efficacité.

Le Groupe exerce quasi exclusivement son activité dans la zone euro. En conséquence l'évolution des cours de monnaies différentes de l'euro n'a que peu d'impact sur les états financiers.

15. Transaction avec les parties liées

Le Groupe n'a pas d'entreprises liées telles que définies par la norme IAS 24, à l'exception des participations dans les entreprises associées avec lesquelles il opère des transactions à des conditions de marché.

16. Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels au 30 juin 2009 sont principalement composés de la prime exceptionnelle d'intéressement de 52,7 millions d'euros versée dans le cadre de la Loi du 3 décembre 2008 et, en sens inverse, du crédit d'impôt de 7,6 millions d'euros instaurés par la Loi du 27 novembre 2008. Au 30 juin 2008, les autres produits et charges opérationnels étaient essentiellement composés de plus-values de cessions immobilières à hauteur de 27 millions d'euros.

17. Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat est comptabilisée sur la base de la meilleure estimation du taux moyen attendu pour l'exercice annuel. Ce taux moyen attendu prend en compte la diversité géographique du Groupe.

18. Litiges – Arbitrages – Autres engagements

Dans le cadre de son activité courante, le Groupe est engagé dans un certain nombre de litiges. Les affaires décrites ci-après ont fait l'objet, si nécessaire, de provisions considérées comme suffisantes en l'état actuel des dossiers.

Le 27 mars 2009, le Tribunal Administratif a rendu son jugement concernant le litige opposant la SNCF et certaines entreprises de la profession sur le prix des travaux de la ligne TGV Nord. Le Groupe se réserve le droit de faire appel de ce jugement et estime que l'issue définitive de ce litige ne devrait pas avoir d'effets significatifs sur sa situation financière au-delà des provisions constituées au 30 juin 2009.

Plusieurs sociétés du Groupe font actuellement l'objet d'enquêtes ou de procédures menées par le Conseil de la concurrence afin de déterminer si elles ont participé à des pratiques visant à restreindre les conditions de concurrence sur certains marchés de travaux publics en Ile de France, ou de construction de bâtiments scolaires en France. Compte tenu des provisions déjà constatées, le Groupe ne prévoit pas d'incidence négative significative au cours des exercices ultérieurs.

De par son activité ou en raison de l'utilisation de sites industriels anciens, le Groupe est recherché au titre d'éventuelles pollutions environnementales. Compte tenu du caractère ancien des pollutions en question, l'implication du Groupe n'est pas encore formellement établie. Néanmoins, en raison du caractère incertain des procédures, des provisions ont été constatées. Le Groupe ne s'attend pas à devoir enregistrer des incidences négatives significatives au cours des exercices ultérieurs.

L'activité du Groupe liée à la construction d'ensembles immobiliers, peut entraîner des risques de malfaçons dont la durée de révélation peut aller jusqu'à dix années et dont les coûts de réparation peuvent être significatifs. A ce titre, le Groupe est, au-delà de franchises, couvert par des contrats d'assurance décennale. Les provisions nécessaires ont été constituées et le Groupe n'attend pas de conséquences significatives à ce titre.

IV. Rapport des commissaires aux comptes

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société EIFFAGE, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2009 au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 2 et 3 de l'annexe qui exposent les nouvelles normes et interprétations appliquées à compter du 1^{er} janvier 2009 et notamment le changement de méthode comptable relatif à l'application par anticipation de l'interprétation IFRIC 12 portant sur la comptabilisation des contrats de concession.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 31 août 2009

Les commissaires aux comptes

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

KMPG AUDIT

Département de KPMG S.A.

Yan Ricaud
Associé

Philippe Mathis
Associé